

**Politique étrangère - Union  
européenne - Climat - Allemagne -  
Migrations - Royaume-Uni -  
États-Unis - Russie - Syrie - Paris  
2024 - Entretien de M. Emmanuel  
Macron, président de la  
République, avec le quotidien «Le  
Figaro»  
(Paris, 22 juin 2017)**

**Q - La France est-elle de retour en Europe? Y incarne-t-elle une sorte de nouveau leadership ?**

**R -** Le leadership ne se décrète pas, il se construit en entraînant d'autres pays, d'autres acteurs et il est constaté au vu des résultats qu'on obtient. Il serait présomptueux de dire dès à présent que la France exerce un nouveau leadership européen. La vraie question est celle de l'objectif de notre action. Et le point de départ, c'est la crise que traversent les démocraties occidentales. Elles se sont construites au XVIII<sup>e</sup> siècle sur un équilibre inédit entre la défense des libertés individuelles, la démocratie politique et la mise en place des économies de marché. Un cycle vertueux a permis aux libertés individuelles d'être reconnues, au progrès social de se développer et aux classes moyennes d'avoir une perspective de progrès. Depuis la fin des Trente Glorieuses, le doute s'est installé. La France en a fait la cruelle expérience, elle qui avait sans doute le modèle social le plus élaboré. Quand nous regardons la planète, aujourd'hui, que voyons-nous? Une montée des démocraties illibérales et des extrêmes en Europe, la réémergence de régimes autoritaires qui mettent en cause la vitalité démocratique, et des États-Unis d'Amérique qui se retirent en partie du monde. Ce contexte est aggravé par une montée des incertitudes et des troubles. Les crises se multiplient au Moyen-Orient et dans le Golfe, les inégalités s'aggravent partout dans le monde.

**Q - D'où proviennent ces instabilités ?**

**R -** Elles n'ont pas une cause unique. Elles sont issues pour partie des inégalités profondes engendrées par l'ordre mondial et du terrorisme islamiste. À ces déséquilibres s'ajoute celui du climat. Ceux qui pensent que la lutte contre le climat est une lubie de bobos se trompent profondément. La question première n'est donc pas de savoir s'il y a ou non un leadership français, de savoir si nous bombons le torse plus fort que les autres. Elle est d'abord de savoir comment défendre notre bien commun à tous, c'est-à-dire la liberté et la démocratie, la capacité des individus et de nos sociétés à être autonomes, à rester libres, à assurer la justice sociale et à préserver notre planète à travers le climat.

Sans ces biens communs, il n'y a pas d'avenir souhaitable ni durable. Notre défi est de savoir comment nous allons gagner cette bataille dont l'Europe, j'en suis convaincu, porte la responsabilité. Pourquoi? Parce que la démocratie est née sur ce continent. Les États-Unis d'Amérique aiment autant que nous la liberté. Mais ils n'ont pas notre goût pour la justice.

L'Europe est le seul endroit au monde où les libertés individuelles, l'esprit de démocratie et la justice sociale se sont mariés à ce point. La question est donc la suivante: l'Europe va-t-elle réussir à défendre ses valeurs profondes, dont elle a irrigué le monde pendant des décennies, ou va-t-elle s'effacer devant la montée des démocraties illibérales et des régimes autoritaires ?

Q - Comment concrètement relancer l'Europe ? Comment convaincre les Allemands ?

R - Si nous n'avons pas conscience du défi qui est le nôtre, nous pouvons continuer à passer des nuits entières à nous interroger sur l'endroit où se trouvera la prochaine agence européenne ou la manière dont sera dépensé tel ou tel budget... Nous nous placerions alors hors de l'Histoire. Je n'ai pas fait ce choix. Angela Merkel non plus. La question est de savoir comment nous arriverons à restaurer une dynamique, une capacité à entraîner. Car il ne s'agit pas uniquement de plaquer des politiques sur des pays ou des peuples. Il faut être capable de les entraîner, de les faire rêver. La France n'aura aucune capacité motrice si elle ne porte pas un discours clair et un regard lucide sur le monde. Mais elle ne l'aura pas non plus si elle ne renforce pas son économie et sa société. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement d'enclencher les réformes fondamentales qui sont indispensables pour la France. Notre crédibilité, notre efficacité, notre force sont en jeu.

Mais la force de quelques-uns ne peut pas se nourrir longtemps de la faiblesse des autres. L'Allemagne, qui s'est réformée il y a une quinzaine d'années, constate aujourd'hui que cette situation n'est pas viable. Mon souhait est donc que nous puissions construire une force commune. Ma méthode pour le couple franco-allemand est celle d'une alliance de confiance. Je souhaite que nous revenions à l'esprit de coopération qui existait jadis entre François Mitterrand et Helmut Kohl. On ne se rend pas à un Conseil européen sans avoir de position commune. Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tout. Mais que nous ne voulons pas perdre de temps à demander aux autres d'arbitrer nos désaccords. Sinon l'Europe bégaie, et la clé pour repartir, c'est une Europe qui protège.

Q - Pourquoi ce besoin de protection est-il si essentiel ?

R - Parce que, dans toutes nos sociétés, les classes moyennes se sont mises à douter. Elles ont l'impression que l'Europe se fait malgré elles. Cette Europe-là se tire elle-même vers le bas. Il faut créer une Europe qui protège en se dotant d'une vraie politique de défense et de sécurité commune. Il faut être plus efficace face aux grandes migrations en réformant profondément le système de protection de nos frontières, la politique migratoire et le droit d'asile. Le système actuel fait porter à quelques-uns toute la charge et ne pourra pas résister aux prochaines vagues migratoires. Je crois à une Europe qui se dote de moyens pour protéger ses frontières extérieures, assurer sa sécurité à travers la coopération policière et judiciaire dans sa lutte contre le terrorisme, déployer une organisation commune en matière de droit d'asile et d'immigration, une Europe qui protège contre les dérèglements de la mondialisation. C'est la première étape. Il ne peut pas y avoir d'approfondissement institutionnel tant que nous n'aurons pas restauré la cohérence de l'Europe.

Si nous voulons passer à l'étape suivante, il faut au sein de la zone euro avoir une intégration plus forte. C'est pour cela que je défends avec vigueur l'idée d'un budget de la zone euro, doté d'une gouvernance démocratique. C'est le seul moyen de recréer un mouvement de

convergence entre nos économies et nos pays. Si on ne fait pas ça, on affaiblira la zone euro. Il faut pouvoir articuler le pilier de la responsabilité et celui de la solidarité. Mon sentiment est que l'Allemagne n'est pas bloquée là-dessus.

Q - Vous pensez que les Allemands sont prêts eux aussi à changer ?

R - J'en suis persuadé. En matière de sécurité et de défense, la chancelière allemande a fait bouger les choses profondément. Elle est revenue sur des tabous profonds hérités de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne va dépenser plus que la France en matière de défense dans les années à venir. Qui l'eût cru ? Mais l'Allemagne est lucide sur les limites d'une action qui ne soit pas pleinement européenne, notamment en matière d'intervention militaire. Elle sait que notre destin est redevenu tragique. Elle a besoin de la France pour se protéger, pour protéger l'Europe et assurer notre sécurité commune. Je crois par ailleurs que les dynamiques que j'évoque traversent aussi la société allemande. Notre devoir en tant que dirigeants est d'en faire la pédagogie. Les égoïsmes nationaux sont des poisons lents qui entretiennent l'affaiblissement de nos démocraties et notre incapacité collective à relever le défi historique qui est le nôtre. Je sais que la chancelière en a conscience.

Q - L'Europe apparaît aujourd'hui divisée, notamment entre l'Est et l'Ouest...

R - Je ne crois pas à ce conflit entre l'est et l'ouest de l'Europe. Il y a des tensions car nos imaginaires et notre histoire récente ne sont pas les mêmes. Je n'oublierai jamais cette phrase de Bronislaw Geremek, que j'avais rencontré il y a une vingtaine d'années au moment de l'élargissement européen : «L'Europe ne mesure pas tout ce qu'elle nous doit». Pour sa génération, attachée à l'Europe des Lumières, l'Europe occidentale avait trahi en laissant le mur s'ériger et le continent se diviser. Quand j'entends aujourd'hui certains dirigeants européens, ils trahissent deux fois. Ils décident d'abandonner les principes, de tourner le dos à l'Europe, d'avoir une approche cynique de l'Union qui servirait à dépenser les crédits sans respecter les valeurs. L'Europe n'est pas un supermarché. L'Europe est un destin commun. Elle s'affaiblit quand elle accepte qu'on rejette ses principes. Les pays d'Europe qui ne respectent pas les règles doivent en tirer toutes les conséquences politiques. Et ce n'est pas uniquement un débat Est-Ouest. Je parlerai avec tout le monde et avec respect, mais je ne transigerai pas sur les principes de l'Europe, sur la solidarité et sur les valeurs démocratiques. Si l'Europe accepte cela, c'est qu'elle est faible et qu'elle a déjà disparu. Ce n'est pas mon choix.

Q - Le dialogue, mais pas de sanctions ?

R - Le dialogue, mais il doit être suivi de décisions concrètes. Je souhaite que tout le monde ait à l'esprit la responsabilité historique qui est celle des Européens. Nous devons promouvoir une Europe qui aille vers un mieux-être économique et social. L'objectif d'une Europe qui protège doit aussi s'imposer dans le domaine économique et social. En raisonnant comme on le fait sur le travail détaché depuis des années, on prend l'Europe à l'envers. Il ne faut pas s'y tromper. Les grands défenseurs de cette Europe ultralibérale et déséquilibrée, au Royaume-Uni, se sont fracassés dessus. Sur quoi le Brexit s'est-il joué ? Sur les travailleurs d'Europe de l'Est qui venaient occuper les emplois britanniques. Les défenseurs de l'Europe ont perdu car les classes moyennes britanniques ont dit stop! Le souffle chaud des extrêmes se nourrit de ces déséquilibres. On ne peut pas continuer à faire l'Europe dans des bureaux, à laisser les choses

se déliter. Le travail détaché conduit à des situations ridicules. Vous pensez que je peux expliquer aux classes moyennes françaises que des entreprises ferment en France pour aller en Pologne car c'est moins cher et que chez nous les entreprises de BTP embauchent des Polonais car ils sont payés moins cher? Ce système ne marche pas droit.

Q - Vous voulez relancer la défense européenne et la France doit montrer l'exemple. Mais Bercy a gelé 2,6 milliards d'euros dans le budget de la défense...

R - Il n'y a pas eu de gel de crédits depuis que je suis là. Il y a eu des mesures prises par l'ancien gouvernement, et la Cour des comptes aura à en rendre un audit précis début juillet. Je ne suis pas pour la politique du rabet. Dans le domaine de la défense, ma stratégie est très claire : des dépenses équivalentes à 2 % du PIB à l'horizon 2025. Et, de façon générale, je souhaite mener une politique responsable qui repose sur des objectifs pluriannuels. Le débat budgétaire doit changer de nature. Ce système où l'on passe des mois à discuter d'un projet de loi de finances qui est ensuite modifié trois ou quatre fois en cours d'année est un pays où il n'y a plus de véritable débat démocratique sur le budget. Je souhaite qu'on ait un débat budgétaire sérieux et transparent au Parlement. Quand on veut faire de vraies économies, il faut avoir une stratégie pluriannuelle. Les vraies économies pérennes se font en deux ou trois ans, pas en deux mois.

Q - Quel modèle pour la future relation entre le Royaume-Uni et l'UE ? La porte est-elle ouverte à une marche arrière ?

R - La porte est ouverte jusqu'au moment où on la franchit. Ce n'est pas à moi de dire qu'elle est fermée. Mais à partir du moment où les choses s'engagent avec un calendrier et un objectif, il est très difficile de revenir en arrière, il ne faut pas se mentir. Je souhaite que la discussion qui vient de s'engager soit parfaitement coordonnée au niveau européen. Je ne veux pas de discussions bilatérales car il faut préserver l'intérêt de l'UE à court, moyen et long terme. La France compte en revanche poursuivre et renforcer sa forte relation en matière de défense et de sécurité avec le Royaume-Uni. Le traité de Lancaster House reste le cadre de cette coopération. Nous allons aussi davantage coopérer en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Nous avons déjà arrêté un plan d'action commun en matière de lutte contre la radicalisation sur Internet. Car nos destins sont liés: les filières terroristes ne connaissent pas les frontières de l'Europe. Enfin, en matière de migration, je souhaite que l'on fasse évoluer notre coopération. Il faut absolument éviter la création de nouveaux abcès de fixation que sont les camps de migrants. C'est le pragmatisme qui régira nos relations.

Q - Faut-il remettre l'espace Schengen sur la table ?

R - Je suis attaché à l'espace Schengen, qui permet la libre circulation des personnes au sein de l'UE et qui est un des éléments constitutifs de notre citoyenneté européenne. Si nous voulons garantir cette libre circulation, il faut renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne. Je souhaite que nous donnions rapidement tous les moyens nécessaires à l'Agence européenne des gardes-frontières et des garde-côtes pour gérer notamment les crises à ces frontières. Il y a ensuite la question des réfugiés. Les réfugiés sont des gens qui demandent l'asile dans notre pays. Nous parlons de femmes et d'hommes qui risquent leur vie dans leur pays, qui la risquent pour venir jusqu'à nous, qui fuient des pays en guerre. Nous leur

devons hospitalité et humanité. Le problème est que, dans de nombreux pays, dont la France, l'instruction de la demande d'asile prend trop de temps entre le dépôt, l'enregistrement, l'instruction des dossiers, sans parler des délais induits par la complexité administrative et les recours devant différentes juridictions. Toutes ces procédures peuvent durer jusqu'à deux ans. Or, pendant cette période, on ne peut pas vivre de manière transitoire dans un pays. On s'installe, on tisse des liens familiaux... On voit donc que face à cette pression migratoire le système actuel n'est plus satisfaisant. J'ai donc demandé une réforme en profondeur du système d'asile en France, pour le déconcentrer et pour accélérer considérablement les délais d'instruction des demandes d'asile. L'objectif est que nous divisions ces délais moyens par deux, en passant à six mois toutes procédures comprises.

Il y a ensuite les migrants qui ne relèvent pas de l'asile, qui n'ont donc pas vocation à s'établir en France, dont il faut régler la situation conformément à notre droit avec humanité et dans le cadre d'une plus grande coopération internationale. Il faudra assurer l'effectivité de leur reconduite à la frontière et travailler étroitement avec les États d'où sont originaires ces personnes, avec les pays de transit, et lutter plus efficacement contre les filières mafieuses qui exploitent la détresse humaine. Sur toutes ces questions, je suis favorable à des réformes en profondeur qui permettent d'avoir une même philosophie européenne. Il faut notamment remédier à la situation ubuesque que l'on observe avec les «dublinés», ces personnes qui passent d'un pays à l'autre en espérant enfin obtenir l'asile.

Q - Après le Brexit et l'élection de Trump, votre élection donne-t-elle un coup d'arrêt aux populismes en Europe ?

R - Je me méfie du terme «populisme» car il a plusieurs colorations. Beaucoup, à droite et à gauche, m'ont dit que j'étais populiste. Quand les partis sont fatigués, on s'étonne qu'on puisse parler au peuple! Si c'est ça être populiste, ce n'est pas un mal. Moi, je ne crois pas dans la démagogie, qui consiste à flatter un peuple pour lui dire ce qu'il attend, lui parler de ses peurs. Je n'ai pas l'arrogance de penser que mon élection marque un coup d'arrêt. Les Français ont toujours été comme ça: au moment où on ne les attend pas, il y a un sursaut. La France n'est pas un pays qu'on réforme, c'est un pays qui se transforme, un pays de révolution. Donc, aussi longtemps qu'il est possible de ne pas réformer, les Français ne le font pas. Là, ils ont vu qu'ils étaient au bord du précipice et ils ont réagi. Mon élection comme la majorité obtenue à l'Assemblée ne sont pas un coup d'arrêt: elles sont un début exigeant. Le début d'une renaissance française et je l'espère européenne. Une renaissance qui permettra de repenser les grands équilibres nationaux, européens, internationaux, de retrouver une ambition, une capacité à regarder les choses en face, à ne pas jouer sur les peurs mais à les transformer en énergie. Car les peurs sont là, et donc ce qui divise les sociétés demeure. Il n'y a pas de recette miracle, c'est un combat de chaque jour. J'ai parié sur l'intelligence des Françaises et des Français. Je ne les ai pas flattés, mais j'ai parlé à leur intelligence. Ce qui épuise les démocraties, ce sont les responsables politiques qui pensent que leurs concitoyens sont bêtes. En jouant avec démagogie de leurs peurs, de leurs contrariétés et en s'appuyant sur leurs réflexes. La crise de l'imaginaire occidental est un défi immense, et ce n'est pas une personne qui le changera. Mais j'ai la volonté de retrouver le fil de l'Histoire et l'énergie du peuple européen. Pour endiguer la montée des extrêmes et la démagogie. Car c'est ça le combat de civilisation.

Q - Comment gérer le risque que représente Donald Trump pour l'Europe ?

R - Donald Trump est d'abord celui qui a été élu par le peuple américain. La difficulté est qu'aujourd'hui il n'a pas encore élaboré le cadre conceptuel de sa politique internationale. Sa politique peut donc être imprévisible et c'est pour le monde une source d'inconfort.

Concernant la lutte contre le terrorisme, il porte la même volonté d'efficacité que la mienne. Je ne partage pas certains de ses choix, avant tout sur le climat. Mais j'espère qu'on pourra faire en sorte que les États-Unis réintègrent l'Accord de Paris. C'est la main que je tends à Donald Trump. Je souhaite qu'il change d'avis. Car tout est lié. On ne peut pas vouloir lutter efficacement contre le terrorisme et ne pas s'engager pour le climat.

Q - Si la ligne rouge de l'utilisation des armes chimiques est franchie en Syrie, la France est-elle prête à frapper seule ?

R - Oui. Quand vous fixez des lignes rouges, si vous ne savez pas les faire respecter, vous décidez d'être faible. Ce n'est pas mon choix. S'il est avéré que des armes chimiques sont utilisées sur le terrain et que nous savons en retracer la provenance, alors la France procédera à des frappes pour détruire les stocks d'armes chimiques identifiés.

Q - La France peut-elle agir, même sans une coopération avec les autres pays de la coalition ?

R - Qu'est-ce qui a bloqué les choses en 2013 ? Les États-Unis ont fixé des lignes rouges mais ont fait le choix in fine de ne pas intervenir. Qu'est-ce qui a affaibli la France ? De définir politiquement une ligne rouge et de ne pas en tirer les conséquences. Et qu'est-ce qui a du coup libéré Vladimir Poutine sur d'autres théâtres d'opérations ? Le fait d'avoir constaté qu'il avait face à lui des gens qui avaient des lignes rouges mais ne les faisaient pas respecter. Je respecte Vladimir Poutine. J'ai eu avec lui un échange constructif. Nous avons de vrais désaccords, sur l'Ukraine en particulier, mais il a vu aussi ma position. Je lui ai parlé longuement en tête à tête des sujets internationaux ainsi que de la défense des ONG et des libertés dans son pays. Ce que j'ai dit en conférence de presse, il ne l'a pas découvert. C'est ça, ma ligne. Dire les choses avec beaucoup de fermeté à tous mes partenaires mais leur dire d'abord en tête à tête.

Aujourd'hui, nous avons avec Vladimir Poutine le sujet ukrainien, que nous continuerons à suivre dans le cadre du processus de Minsk et du format «Normandie». Nous aurons avant le G20 une réunion sous ce format avec l'Ukraine et l'Allemagne. Et il y a la Syrie. Sur ce sujet, ma conviction profonde est qu'il faut une feuille de route diplomatique et politique. On ne règlera pas la question uniquement avec un dispositif militaire. C'est l'erreur que nous avons collectivement commise. Le vrai aggiornamento que j'ai fait sur ce sujet, c'est que je n'ai pas énoncé que la destitution de Bachar al-Assad était un préalable à tout. Car personne ne m'a présenté son successeur légitime !

Mes lignes sont claires.

Un : la lutte absolue contre tous les groupes terroristes. Ce sont eux, nos ennemis. C'est dans cette région qu'ont été fomentés des attentats terroristes et que se nourrit l'un des foyers du

terrorisme islamiste. Nous avons besoin de la coopération de tous pour les éradiquer, en particulier de la Russie.

Deux : la stabilité de la Syrie, car je ne veux pas d'un État failli. Avec moi, ce sera la fin d'une forme de néo-conservatisme importée en France depuis dix ans. La démocratie ne se fait pas depuis l'extérieur à l'insu des peuples. La France n'a pas participé à la guerre en Irak et elle a eu raison. Et elle a eu tort de faire la guerre de cette manière en Libye. Quel fut le résultat de ces interventions ? Des États faillis dans lesquels prospèrent les groupes terroristes. Je ne veux pas de cela en Syrie.

Trois : j'ai deux lignes rouges, les armes chimiques et l'accès humanitaire. Je l'ai dit très clairement à Vladimir Poutine, je serai intraitable sur ces sujets. Et donc l'utilisation d'armes chimiques donnera lieu à des répliques, y compris de la France seule. La France sera d'ailleurs à cet égard parfaitement alignée avec les États-Unis.

Quatre : je veux une stabilité syrienne à moyen terme. Cela veut dire un respect des minorités. Il faut trouver les voies et moyens d'une initiative diplomatique qui fasse respecter ces quatre grands principes.

Q - Alors que le groupe État islamique perd des territoires en Syrie et en Irak, un terrorisme dit «low cost» défie nos démocraties. Comment placer le curseur entre une législation d'exception et la nécessité de protéger les libertés ?

R - Parlons d'abord de l'état d'urgence en France. L'état d'urgence était destiné à répondre à un péril imminent résultant d'atteintes grave à l'ordre public. Or la menace est durable. Il faut donc s'organiser sur la durée. Je prolongerai l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre, le strict temps nécessaire pour permettre au Parlement d'adopter toutes les mesures indispensables à la protection des Français.

Un texte est présenté ce jeudi en conseil des ministres. Quel est son esprit ? Il prendra en considération toutes les formes de menaces et notamment les actes d'individus isolés que nous avons pu constater récemment. Nous prévoyons des procédures spécifiques pour lutter contre ce terrorisme islamiste. Ce n'est en rien un affaiblissement de l'état de droit, ni une importation de l'état d'urgence dans l'état de droit. Il faut construire les instruments pour lutter contre ce risque nouveau, sous le contrôle du juge, administratif ou judiciaire. Il faut des réponses inédites et propres à la lutte contre ce terrorisme islamiste. C'est ce dont notre société a besoin pour sortir de l'état d'urgence permanent.

Il faut ensuite renforcer la coordination de l'ensemble de nos services face à la menace terroriste. C'est dans ce cadre que j'ai souhaité la création de la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, avec la création en son sein d'un centre national de contre-terrorisme.

Cela suppose enfin d'avoir une politique internationale cohérente et de savoir parler avec toutes les parties. Mon principe diplomatique est celui-là. J'ai parlé cinq fois au président

Erdogan depuis que je suis là. J'ai eu deux fois le président iranien Rohani. J'ai reçu Vladimir Poutine. La France n'a pas à choisir un camp contre l'autre. C'est sa force et son histoire diplomatique. Nous devons retrouver la cohérence et la force d'une politique internationale qui nous redonne du crédit. Il s'agit aussi d'avoir une politique sécuritaire intraitable sur le plan international en construisant les coalitions les plus efficaces contre le terrorisme. Enfin, il faut une politique civilisationnelle, qui consiste à éradiquer les fondements profonds de ce terrorisme.

Q - Vous parlez d'un dialogue franc avec Vladimir Poutine. Mais il ne bouge sur rien. Il y a encore des combats dans le Donbass, la Crimée est toujours occupée, le format Normandie semble épuisé... Cherchez-vous une nouvelle méthode ?

R - Quand je parle de dialogue franc avec Vladimir Poutine, je ne dis pas qu'il est miraculeux. Qu'est-ce qui motive Vladimir Poutine ? C'est de restaurer un imaginaire russe puissant pour tenir son pays. La Russie elle-même est victime du terrorisme. Il a lui-même à ses frontières des rebellions et des identités religieuses violentes qui menacent son pays. Tel est son fil directeur, y compris en Syrie. Je ne crois pas qu'il ait une amitié indéfectible à l'égard de Bachar al-Assad. Il a deux obsessions : combattre le terrorisme et éviter l'État failli. C'est pour cela que sur la Syrie des convergences apparaissent. Longtemps nous avons été bloqués sur la personne de Bachar al-Assad. Mais Bachar, ce n'est pas notre ennemi, c'est l'ennemi du peuple syrien. L'objectif de Vladimir Poutine, c'est de restaurer la Grande Russie, parce que c'est selon lui la condition de survie de son pays. Est-ce qu'il cherche notre affaiblissement ou notre disparition ? Je ne le crois pas. Vladimir Poutine a sa lecture du monde. Il pense que la Syrie est une question de voisinage fondamental pour lui. Que peut-on faire ? Réussir à travailler ensemble sur la Syrie pour lutter contre le terrorisme et déboucher sur une vraie sortie de crise. Je pense que c'est faisable. Je continuerai à être un interlocuteur très exigeant en matière de libertés individuelles et de droits fondamentaux. Enfin, il y a la question ukrainienne pour laquelle je vais attendre la première réunion «Normandie» pour vous répondre précisément. Ce qui est sûr, c'est que nous avons un devoir: la protection de l'Europe et de ses alliés dans la région. Là-dessus nous ne devons rien céder.

Q - Le sport concourt à la diplomatie. Vous avez décidé d'aller vous-même défendre la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024 devant le CIO. Pour vous, cette candidature va bien au-delà de la candidature d'une ville ?

R - C'est l'engagement de tout un pays que je veux manifester en me rendant les 11 et 12 juillet à Lausanne puis à Lima en septembre. Pourquoi ? Parce que c'est un événement sportif, mais bien plus que cela : il correspond notamment à la politique que nous voulons mener sur le handicap ; ce sont des Jeux olympiques et paralympiques ! C'est un élément de fierté nationale et de mobilisation, un événement économique considérable. C'est également un geste qui montre que, dans notre bataille de long terme face au terrorisme, on n'arrête pas les grands événements. Et puis c'est une candidature européenne et francophone. Ce n'est pas simplement celle de Paris, ni de la France. Cela fait partie de ces éléments d'engagement, de fierté, de projection dont un pays a besoin. Cela n'a rien d'anecdotique à mes yeux. C'est un élément fort qui démontre qu'on n'embrasse pas un monde fait uniquement de violence, mais un monde de valeurs partagées, de réconciliation, de joie, de compétition pacifiée.

Q - Comment gérer les relations avec la Turquie qui ne partage pas nos valeurs ?



R - La Turquie heurte en ce moment certaines de nos valeurs. Mais elle partage certains de nos intérêts. Nous sommes d'abord liés à la Turquie par le conflit syrien. La Turquie est un élément clé de notre politique régionale puisque c'est à la fois un voisin de la Syrie, un pays qui accueille un grand nombre de réfugiés et qui coopère dans la lutte contre le terrorisme. J'ai un dialogue exigeant et lucide avec le président Erdogan. Nous avons besoin de ce dialogue avec la Turquie. Je souhaite qu'en matière de migrations, ce dialogue soit européen et coordonné. Quand l'Europe a conclu un accord, elle l'a fait tard et de manière subie, même si celui-ci a donné des résultats. Il ne faut pas reproduire cette erreur. Pour le reste, compte tenu des positions actuelles de la Turquie, il est évident qu'aller plus loin vers une intégration européenne n'est pas une évolution envisageable. Mais cela n'empêche pas une relation forte et constante./.